« Abeille de la Nouvelle-Orléans »

PUBLIÉE LE DIMANCHE ET LE JEUDI DE CHAQUE SEMAINE.

BUREAU : RUE LE PELLETIER, ENTRE CHARTRES ET LA RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLÉANS.

DIMANCHE MATIN, 30 DÉCEMBRE.

FRANCE.

LA CONSTITUTION DU MINISTÈRE DUFAURE.

Les journaux de France du 14 et 15 nous apportent les informations suivantes :

Sont nommés, ainsi, par décret du Président de la République :

"MM. :

" Dufaure, président du conseil, et ministre de la justice ;

" Waddington, ministre des affaires étrangères ;

" De Marcère, à l'intérieur ;

" Le général Borel, à la guerre ;

" Léon Say, aux finances ;

" Le vice-amiral Pothuau, marine et colonies ;

" Bardoux, instruction publique, cultes et beaux arts ;

" De Freycinet, travaux publics ;

" Teisserenc de Bort, agriculture et commerce."

Versailles, 14 déc., 4 h. après-midi.

A l'ouverture de la séance de la Chambre, il a été donné lecture du Message suivant, du Président de la République.

"Messieurs,

"Les élections du 14 octobre ont affirmé que le pays avait, de nouveau, confiance dans les institutions républicaines.

"Pour obéir aux règles parlementaires, j'ai formé un cabinet choisi dans les deux Chambres, et composé d'hommes résolus à défendre et à maintenir ces institutions, par la pratique sincère des lois constitutionnelles.

"Les intérêts du pays exigent que la crise que nous traversons soit apaisée.

"Ils exigent, avec non moins de force, que cette crise ne se renouvelle pas.

"L'exercice du droit de dissolution n'est, en effet, qu'un mode de consultation auprès duquel les juges sans appel, et ce droit ne saurait être érigé en système gouvernemental.

"J'ai cru devoir user de ce droit, et je me conforme à la réponse du pays.

"La Constitution de 1875 a fondé la République parlementaire, en établissant mon irresponsabilité, tandis qu'elle instituait la responsabilité, solidaire et individuelle, des ministres.

"Mon sentiment déterminera nos droits et nos devoirs respectifs.

"L'indépendance des ministres est la condition de leur responsabilité.

"Les principes posés par la Constitution sont ceux de mon gouvernement.

"La fin de cette crise sera le point de départ d'une ère nouvelle de prospérité.

"Tous les pouvoirs publics concourent à en favoriser le développement.

"L'accord établi entre le Sénat et la Chambre des députés—laquelle est assurée, désormais, d'avoir une régulière durée de son mandat—permettra d'achever les grands travaux législatifs que réclame l'intérêt public.

"L'Exposition universelle va bientôt s'ouvrir. Le commerce et l'industrie vont prendre un nouvel essor, et nous offrirons au monde un nouveau témoignage de la vitalité de notre pays qui s'est toujours relevé par le travail, par l'épargne et par un profond attachement aux idées de conservation, d'ordre et de liberté.

"Signé : MAC-MAHON.

"Par le Président de la République :

"Le ministre, DE MARCÈRE."

Versailles, 14 déc., 4 h. 1/2 après-midi.

Quand M. Dufaure s'est présenté au Sénat, vers trois heures, il a été très entouré et chaudement félicité par la gauche.

Le Message a été très applaudi par la gauche. La droite est restée silencieuse.

Au passage du message relatif à "une ère nouvelle de prospérité," des voix de droite se sont écriées : "Nous en prenons acte." La gauche a applaudi avec enthousiasme.

L'urgence sur la proposition Meynadier, élevant le taux des secours à accorder aux veuves des soldats et marins a été adoptée.

Puis la séance a été levée.

—A la Chambre, la lecture du Message a produit une profonde sensation.

La aussi, la droite est restée silencieuse. Les applaudissements ont été nombreux à gauche, et notamment au centre.

On a repris, ensuite, la vérification des pouvoirs.

Versailles, 14 déc., 4 h. 4 après-midi.

A la Chambre, M. Hémon demande l'ajournement de la validation de M. Kerjégu, avec renvoi du dossier à la commission d'enquête.

M. de Kerjégu répond.

La commission du budget et le gouvernement sont tombés d'accord pour le vote de deux douzièmes des quatre contributions, afin de permettre aux Conseils généraux de se réunir.

COMMENT LE MINISTÈRE A ÉTÉ FORMÉ !

—Voici, dit la *Correspondance Havas*, les faits qui paraissent avoir conduit à ce résultat. On sait les tentatives que M. Batbie a faites pour constituer un cabinet représentant les diverses nuances de la droite du Sénat, et devant aboutir à une dissolution de la Chambre des députés. M. Batbie avait fait appel au concours de plusieurs de ses amis ; mais les difficultés et les dissidences se sont fait jour, lorsqu'il s'est agi d'arrêter un programme.

"On a dû reconnaître qu'en présence du refus du budget par la Chambre, il était impossible, quel que fût le programme gouvernemental adopté, de rester aux affaires sans sortir des voies légales. Une solution de ce genre a toujours répugné au maréchal de Mac Mahon. Lorsqu'il lui a été démontré que la résistance devait y conduire, un retour s'est fait dans son esprit. Ce retour était déjà très accentué dans la journée de lundi. Le Président de la République tenait, avant-hier, aux sénateurs et députés républicains qui sont allés lui remettre des pétitions de commerçants.

"M. Pouyer-Quertier a, particulièrement, fait valoir, auprès du maréchal, tous les dangers qu'il y aurait à percevoir l'impôt sans qu'il fût voté.

"En dehors des responsabilités par les lois contre les fonctionnaires responsables, on s'exposait à mettre la justice dans l'alternative, ou de condamner les ministres de pouvoir ou de ne pas faire respecter un titre formel du Code pénal. La situation est apparue, alors, dans toute sa gravité.

"Dès l'après midi, le maréchal était poussé à reprendre les négociations avec M. Dufaure par plusieurs de ses amis et par des membres du cabinet actuellement en fonctions.

"Des faits d'une sérieuse gravité le poussaient, d'autre part, à une solution semblable. L'attitude d'une grande puissance, notre voisine, intéressée particulièrement, maintenant que les succès des Russes en Orient peuvent compromettre l'intégrité de l'empire ottoman, à sentir la France libre de son action, faisait prévoir qu'elle ne verrait pas, sans témoigner son mécontentement, la crise se perpétuer en France et paralyser, par les difficultés intérieures, sa liberté au point de vue extérieur.

"Des symptômes faisaient craindre, d'autre part, que si la France venait à être mise en état de siége, une autre grande puissance, notre voisine, sur le Continent, n'augmentât l'effectif de ses garnisons sur notre frontière.

"De plus, un financier considérable signalait au maréchal la nécessité, au point de vue des affaires, de terminer la crise.

"Enfin, les rapports adressés, de la province, par les préfets, constataient un mouvement de désorganisation dans le parti "conservateur" en France.

"M. Jules Grévy était, mercredi soir, chez M. le duc Pasquier, lorsque M. Batbie est venu prier, de la part du maréchal, les présidents des Chambres de se rendre à l'Elysée.

"M. le duc Pasquier s'est rendu à l'Elysée, et là, il a tenu au maréchal le langage qu'il n'avait cessé de lui tenir toute la crise, l'adjurant de rentrer dans la vérité parlementaire, et lui signalant les difficultés qu'il y aurait à obtenir une majorité au Sénat.

"On rapporte qu'en présence du maréchal, il se serait élevé une discussion assez animée entre M. Batbie et M. le duc Pasquier.

"Hier matin, M. Batbie ne cachait pas son contentement de la solution qui a prévalu.

"Quoi qu'il en soit, le maréchal chercha, avant-hier, M. le duc Pasquier de renouer des négociations entre M. Dufaure et lui.

"M. Dufaure, prévenu officieusement, réunissait, hier matin, chez lui, pour leur exposer la situation, quelques-uns de ses amis du Sénat qui devaient faire partie de sa combinaison ministérielle, notamment, MM. Teisserenc de Bort, Léon Say et Waddington.

"A la suite de l'échec de la première combinaison à laquelle son nom avait été mêlé, M. Dufaure avait témoigné fort peu d'empressement à entrer dans la direction d'un cabinet.

"Il a déjà été un grand nombre de fois ministre ; il se soucie peu, à son âge, et après ses derniers déboires, de rechercher une solution qui ne lui paraîtrait pas exempte de difficultés.

"L'intention de M. Dufaure paraissait être plutôt de prêter l'autorité de son nom et son concours à la formation d'un cabinet dont il n'aurait pas fait partie, et dont il aurait, une fois le cabinet formé par ses soins, cédé la présidence à M. Léon Say.

"Cette manière de voir a été combattue par les amis de M. Dufaure, M. Jules Grévy notamment, a insisté pour que M. Dufaure prît la direction du cabinet. Il y a eu à cela, suivant lui, un sérieux avantage : le nom de M. Dufaure étant populaire au Sénat, et pouvant plus facilement rallier dans la Chambre haute une majorité que ne l'aurait fait, avec plus accentué de M. Léon Say. Il fallait donner, par ce moyen, une garantie au groupe constitutionnel qui désavait de la manœuvre, et qui n'avait cessé de pousser le maréchal à prendre M. Dufaure.

"Les amis de M. Dufaure et lui-même étaient, d'autre part, unanimes à penser qu'il y avait lieu de demander au maréchal la reconnaissance intégrale du principe de la responsabilité ministérielle, et de maintenir leurs premières demandes.

"M. le duc Pasquier et M. Dufaure ont été d'accord sur tous ces points.

"Sur ces entrefaites, M. le duc Pasquier et M. Perdiguier-Dival sont venus hier matin, chez M. Dufaure, qui était avec ses amis, le prier de se rendre à l'Elysée.

"M. Dufaure, qui est arrivé à Versailles vers trois heures, a eu une entrevue avec le maréchal, dans l'après-midi. Cette entrevue a duré peu de temps.

"A son retour, M. Dufaure l'a déclaré dans les couloirs, que la combinaison était en bonne voie de formation, et qu'il ne restait plus qu'à rédiger le Message qui serait lu aux Chambres.

"M. Dufaure a ensuite réuni dans un bureau du Sénat, MM. Léon Say, Teisserenc de Bort, de Freycinet, de Marcère et Waddington pour rédiger les termes de ce Message.

"P.-S. : Le Président de la République a dit, en fin de compte, à un ambassadeur, que son parti était pris, et qu'il voulait laisser à M. Dufaure toute liberté.

"On assure que cet ambassadeur lui aurait répondu qu'il n'avait pu, jusqu'ici, lui manifester aucune impression sur les affaires de la France, mais qu'il pouvait, maintenant que son parti était pris, le féliciter d'avoir adopté une solution que la reine Victoria aurait adoptée."

—La même correspondance ajoute, en "dernière heure" :

"La majorité républicaine est prête à voter immédiatement l'ordre du jour de confiance au ministère Dufaure, dès qu'il sera constitué ; seulement après avoir ainsi témoigné sa sympathie au cabinet, et voulant prévenir un retour imprévu à la politique de résistance, en gardant une arme contre un nouveau 16 mai, elle ne votera le budget que par douzièmes jusque vers l'approche de l'Exposition. Alors on votera définitivement le budget de 1878, l'approche de l'ouverture de l'Exposition paraissant une garantie momentanée contre une crise nouvelle.

"La discussion du budget de 1879 serait ajournée à la fin de l'année 1878, afin que le ministère républicain puisse conserver le pouvoir jusqu'aux élections pour le renouvellement partiel du Sénat."

L'ACCUEIL FAIT PAR LA PRESSE AU MINISTÈRE DUFAURE.

Voici en quels termes les journaux républicains souhaitent la bienvenue au ministère et comment ils remercient le maréchal de son abnégation :

La France :

Je termine donc cet article comme on porte un toast, je termine par ce souhait patriotique.

A la démission immédiate du maréchal de Mac Mahon, président de la République française !

Le Bien Public :

Que penser d'un chef d'Etat qui, pour se cramponner au pouvoir, passe d'un ministère à l'autre, prend M. Dufaure, le congédie, prend M. Batbie, n'aboutit à rien, et veut revenir à M. Dufaure ?

Ce sont les détours d'un homme, aux abois.

Il n'y a qu'une seule solution possible : la démission du maréchal.

Le Rappel :

Ce n'est donc pas la fin de la crise, mais une trêve. Une nouvelle aventure, pareille à celle du 16 mai, nous est promise pour février peut-être, pour novembre au plus tard.

La République française :

Mais il ne faut accorder à cet expédient auquel s'est résigné le chef du pouvoir exécutif que la confiance dont l'auteur de l'aventure du 16 mai est maintenant digne.

Le Peuple :

En résumé, le ministère Dufaure, replâtrage.

Toute solution impliquant accord et soumission, replâtrage.

Assez de plâtre. Du mortier et du bon ! Encore une fois, la démission !

La Lanterne :

La Chambre ne saurait donc, malgré toute sa bonne volonté, accorder la moindre créance aux avances que lui fait, depuis hier, le président de la République.

Le Réveil :

Bon nombre de députés républicains déclaraient hautement qu'ils refuseraient également le budget à M. Dufaure s'il n'avait pas fait donner des garanties suffisantes.

"La soumission du maréchal nous réjouit, surtout pour lui et pour les siens, qui se sont fait du pouvoir une habitude et en besoin. Si nous ne pensions qu'à nous-mêmes, c'est-à-dire à la nation et à la République, nous regretterions la dernière et la plus nette solution. Une révision d'un an, l'autre et le cumul en ces matières n'est point interdit par la loi. On peut se soumettre d'abord, et se désentire ensuite si l'on ne s'accoutume pas au régime qu'on désirait encore, avant-hier soir, avec MM. Depeyre, Lucien-Brun et le duc de Bisaccia. Le jour où M. de Mac Mahon nous dirait, comme le roi Dagobert à ses chiens : "Il n'est si bonne compagnie qui ne se quitte," nous nous sentirions moins offensés que soulagés, car nous parasitons à croire que l'héritier des rois d'Irlande et de la famille de Modène n'est pas né pour nous commander, ni nous pour lui obéir.

"A l'heure tardive où nous jetons ces quelques lignes sur le papier, nous n'avons pas encore pu lire le message de M. Dufaure, ni entendre le chef de l'Etat, et les sentiments assez froids qu'il nous inspire depuis le 24 mai 1873. Il y faudra un peu d'effort, votre Excellence, ...

"Ce qui nous est bien plus facile, c'est de louer sans aucune restriction les hommes qui se sont imposés au choix du maréchal par leur mérite personnel et par la pente de leurs antécédents. Le refus du budget est une excellente chose, puisqu'on en peut tirer, par un simple effort de deux mois, un ministère aussi capable, aussi consciencié et aussi franchement parlementaire."

—La *République française* s'exprime comme suit :

"A l'heure où nous écrivons, nous ne savons encore que les noms des ministres que M. le maréchal de Mac Mahon aurait acceptés du choix de M. Dufaure. On nous affirme que cet homme d'Etat a réussi à former un cabinet parlementaire, composé de républicains modérés, mais sincères, et qui se flatteraient de présenter à la Chambre des Députés et au pays les garanties de sécurité que nous attendons depuis si longtemps.

"Nous avons été si souvent déçus et trompés, qu'on permettra à notre défiance de ne pas désarmer immédiatement.

—D'après le *Journal des Débats* :

"La crise du Gouvernement est complète. Les nouveaux ministres ont rédigé un programme qui doit être certainement très ferme, et qui a été accepté par M. le maréchal de Mac-Mahon. Nous sommes convaincus que le ministère Dufaure sera à la hauteur de la lourde tâche qu'il assume."

—Le ministère qui est fait, dit le *Soleil*, est celui dont nous conseillons la formation depuis deux mois.

"Dieu soit loué ! s'écrie le *Constitutionnel*, le cabinet est enfin formé, et, cette fois, ce n'est pas un on dit, un espoir, une contingence ! C'est une réalité officielle. Voilà la France tirée d'embarras. Il était temps."

Le même journal ajoute : "Le maréchal avait signé sa démission, hier : il l'a reprise. On a pu à près beaucoup de noms, on lui prête celui ; "J'ai donné mon sang à la France ; aujourd'hui, je lui donne mon honneur !"

"Non, maréchal, l'honneur est sauf ; il vous reste intact. Vous serez inscrit par des journaux de toutes catégories extrêmement modérés qui vous dédommageront, ce qui vous consolera aisément et largement, ce qui vous prouvera que vous avez marché en devoir et à la vérité, c'est le cri de bénédiction qui, de tous les points de la France renaissante et rassurée, s'élèvera vers vous. Allez ! vous n'aurez pas à vous repentir de ce qui, un instant, a pu vous paraître un sacrifice !"

—Le *Gaulois* résume ses impressions dans le titre de son premier article ; "Contre toute attente."

"La partie, dit-il, est perdue pour les conservateurs."—Il n'ose pas blâmer le maréchal, mais il le plaint sincèrement.

La *Patrie* s'exprime ainsi :

La gauche a exigé le pouvoir : il est entre ses mains. C'est aujourd'hui que que commence pour elle la difficulté réelle de son entreprise, car il faut qu'elle montre ce pouvoir avec assez de mesure et de clairvoyance pour ne pas égorger les intérêts conservateurs. Au point de vue purement politique, les conservateurs cèdent la place ; mais au point de vue social, leur force demeure suffisante pour qu'un gouvernement ne puisse pas entreprendre impunément de la détruire.

Nous attendrons donc avec sang-froid le développement de la phase nouvelle, résolus à ne pas lui faire une opposition de parti-pris, mais non moins décidés à résister, dans la mesure de nos forces, à tous les essais désorganisateurs et subversifs auxquels de dangereux alliés pourraient contraindre M. Dufaure.

Le Pays continue à dire des injures au maréchal et la *Défense* s'en prend aux *Constitutionnels* qui ont trahi.

L'Union reste obscure et la *Gazette de France* s'écrie :

L'insurrection radicale l'emporte.—Les "purs" sont victorieux. On vient de leur remettre le gouvernement.

Les Dix Huit triomphent dans la personne de M. de Marcère, qui fait partie de ces fameux Comité de Saint Pétrie, Comité qui a été le moyen de domination du parti radical dans la crise.

M. Gambetta triomphe, à son tour, dans la personne de M. de Freycinet, le plus laborieux et actif, infatigable du Dictateur dans l'œuvre de nos ruines, de nos hontes et de nos désastres pendant le gouvernement de la Défense nationale.

Les républicains les plus déterminés du Catholicisme ont reçu également une satisfaction par l'avènement au ministère des affaires étrangères de M. Waddington, le protestant ardent que l'on connaît et que son origine anglaise a fait l'adepte de M. Gladstone.

C'est ce qui a fait dire ce matin au journal de M. Léon Say, autre protestant fanatique : "la présence d'un protestant aux affaires étrangères rassure l'Europe sur les DANGERS diplomatiques et triomphe de l'ultramontanisme en France."

C'est donc, on le voit, l'ardente passion de M. Waddington contre les Catholiques qui lui a valu le poste que les Dix-Huit lui ont conféré, et non ses capacités diplomatiques. C'est comme protestant qu'il a été appelé à succéder à M. de Rainneville et s'est comme protestant qu'il parlera à l'Europe. Si M. de Bismark n'est pas satisfait, il sera difficile.

☞ Les chapeaux se donnent pour presque rien au magasin du Robt. E. Lee, coin Bourbon et Canal.

Cadeaux de Nouvel An chez Danziger.

Louisiane.

Nous lisons dans le Meschacébé :

—D'après les rapports qui nous parviennent, les cannes ont rendu environ un boucaut à l'arpent, terme moyen, et les sucres ont été vendus jusqu'à présent à 5 à 6¼ cents la livre ; les mélasses, environ 110 gallons à l'arpent, prix 35 à 42 cents. Les planteurs qui roulent encore ne font guère plus que du sirop. On ne peut rien dire du plant, gardé pour la récolte prochaine, et il est à craindre que la glace ne l'ait maltraité.

Le Louisianais dit de son côté :

ROULAISON—Elle est finie, et nous pouvons dire tristement finie.

Car nombre de planteurs ont été obligés de laisser dans le champ des centaines d'arpents de cannes gelées, desséchées ou aigries.

Et ces centaines d'arpents vont tout naturellement devenir la proie des flammes.

On n'exagère donc point en disant que la perte est au moins de 50 pour 100. Et le prix actuel du sucre, pour comble de malheur, n'est pas de nature à compenser les pertes encourues.

Pauvre année, en vérité, et pour le planteur, et pour le travailleur, et pour tout le monde ! Car tous les métiers et toutes les professions, surtout en Louisiane, dépendent absolument des produits du sol.

Quant au travailleur, en face des résultats obtenus, a-t-il l'espoir de voir augmenter ses gages, et songe-t-il même à en demander l'augmentation ?

Que faire ?—Ne perdre ni courage ni espoir, lutter encore, travailler encore, planter encore, et fermement croire que les années se suivent et ne se ressemblent point.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Bulletin météorologique.

On nous annonce pour aujourd'hui : Hausse barométrique, vent du nord très vif, temps clair ou partiellement couvert, plus froid d'abord avec une tendance à s'adoucir.

Température, 29 décembre 1877.

Thermomètre de C. DUHAMEL, opticien

	Fahrenheit.	Centigrade.
6 du matin.....	48	9
Midi.....	56	13
3 P. M.....	54	12
6 P. M.....	50	10

Départs.

Passagers partis hier soir par la route rapide de Mobile :

J W Porter, Washington; Dr L. S. Mowry, Louisville ; J D Fedigan, New York; H M Hacker, Jr., Boston; Hamilton Hay, New York; A D Jones, Baltimore; Geo R. Kinkard, St. Louis; James Rainey, Jacksonville; J E Pitcher, Demopolis; S Veltman, Baltimore; E Wicks, Washington; Dan'l Harris, Nashville; Wm F Howard et sa femme, Jacksonville; J T Fawcett, New York; S Goldeman, Baltimore; E W Tinge, New York; E C Colidge, Jacksonville.

Voyageurs arrivés dans les principaux Hôtels.

HOTEL ST CHARLES—Dr W Martin, U S N ; C D Cobham, Angleterre ; J O Pickens, Pass Christian ; E R Robertson, N Y ; H A Robertson, do ; Richard Dunbar, Waikasha ; Miss Dunbar, do ; Hamilton Pope et femme, Louisville ; W K Ingersoll, Vicksburg ; James Andrews, Fort Eads ; Can Jas M Finn, N O ; S N Kimball, Ala ; Dr Christie et famille, Washington ; Mrs J Clarke, San Francisco ; E F Pooké et femme, St Jacques ; B A Stone, Mohawk, N Y ; Gén. Bannard, U S A ; Gén Wright, do ; S J Stewart, Mass ; L H Dodge, do ; Miss Kelly, Massachusetts ; Mlle V Carter, Washington ; Mlle L Carter, do ; J Robinson, Ark ; Wm Sexton, N Y.

CITY HOTEL—Frank Goodwyn, Hancock Co, Miss ; N O Snowbridge, New York ; Daniel Black, Iville ; J C Cofield, Coast ; S M Jones, Miss ; Thos Hamilton, Belzoni, Miss ; C Hall, Chicago ; D L H Davis, Woodstock, Ill ; N S Norton, do ; James Atkinson Jr et femme, Summit, Miss ; Jesse W Atkinson, do ; C Samuel, Ville ; Robert A Craig, Lonoke ; W S Russell, Str James Howard ; L Caesar, do ; Jas M O'Donnell, Wilson County, Ky ; James C French et femme, San Antonio, Tex ; Mlle Mary French, do ; James A Walker, Natchez, Miss ; Miss Julia M Strong, Musical Point, Wis ; Mlle Jennie Gundry, do ; Mlle Cora M. Henry, do ; Wm I Henry, do ; Mme Henry, do ; Frank Henry, do ; S N Wood et femme, Maysville, Ky ; D D Fiquet, Houston, Texas ; Major Martinroad, Ville ; Col Thos Byrne, do ; E H Levy, Vermillionville, La ; Dr E L Weeks, Port Gibson, Miss ; J B Williamson, Cincinnati.

Académie de Musique.

Ce soir on donnera à ce théâtre "Jack et Jill" pour la dernière représentation de la troupe de Nick Robert. C'est encore là une de ces pantomimes fameuses qui ont un grand succès dans les Etats-Unis et que Grimaldi, dans sa jeunesse, et Mme Louise Boshell et Jennie Minoco ont eu le talent de populariser en tous lieux.

Demain lundi, le début de la troupe de Williamson dans la charmante comédie "Struck Oil," où la célèbre Maggie Moore remplira le rôle de Lizzie et Williamson celui de John Stofel. Nous avons déjà parlé de cette pièce qui est un mélange de traits comiques et de scènes pathétiques. Le théâtre est dans les régions heureuses de la Pennsylvanie pendant la guerre.

Un gruguer, nommé Ebin Skinner, qui a tiré un numéro partant, se fait remplacer au service par le pauvre Stofel sur l'humble maison du quel il a une hypothèque. Mais Skinner, devenu riche gruguer vent s'emparer de la maison ; mais Stofel revient et réclame non seulement la maison, mais encore une ferme qui devait être la récompense de ses services et qu'il conquet. Il y découvre une source d'huile et se trouve subitement riche. La mise en scène est magnifique et les costumes tout neufs. "Struck oil" va être le succès de la saison. Mardi et mercredi, grandes matinées à deux heures.

Grand Bal de la Société Culinaire.

Cette Société se propose de donner le 16 février, à la Salle Grunewald, son grand bal annuel paré et travesti. Nous en reparlerons.

Les Chevaliers de la Tempérance.

L'ordre des Chevaliers de la Tempérance doit procéder le 7 janvier 1878, à la sanction et à la mise en installation et publique qui sera suivie d'un grand bal. Nos remerciements pour une invitation.

Fuite de police à l'Opéra.

Nous appelons l'attention du maire et du chef de police sur la nécessité d'avoir un officier de police de garde devant l'Opéra les soirs de représentation pour le maintien de l'ordre.

Bons consolidés de ville.

La Banque du sud a intenté, hier, des procédures devant la Troisième Cour de District, ayant pour objet de donner suite au jugement de la Cour de circuit des Etats-Unis, dans l'affaire Maenhant en demandant un mandamus pour contraindre le conseil de ville à imposer la taxe annuelle de $250,000 exigée pour le paiement des coupons échus et le rachat des bons.

Le juge Monroe a fixé l'affaire à samedi 5 janvier 1878, à onze heures du matin.

MM. J. A. Campbell et E. Bermudez représenteront la Banque.

Alarme mal fondée.

Un de nos confrères a publié hier à l'occasion du procès fait par les détenteurs de bons consolidés de 1852 un article de nature à alarmer beaucoup d'inquiétude aux contribuables fonciers, s'il était fondé. Heureusement, il ne l'est pas. Les détenteurs de bons consolidés ne demandent une levée de taxe que pour sauvegarder leur droit.

Leur droit solennellement reconnu, ils se hâteront d'annoncer que, par considération pour la gêne financière de la ville, ils renoncent à la levée du fonds d'amortissement, ce qui réduira les $650,000 à $300,000 par an ou à peu de chose près, car nous croyons qu'une certaine quantité de ces bons a été rachetée. Quant aux intérêts arriérés, ils ne demanderont que le payement de l'intérêt de 1879, pourvu que les intérêts des deux années précédentes soient capitalisés, c'est à dire ajoutés au capital de la dette. Ainsi, il ne sera pas nécessaire de lever un cent de taxe de plus.

En 1826, l'assessment de la ville n'allait pas à 100 millions, et la taxe n'excédait pas 1 0/0 d'assessment, et cependant en comptant les intérêts des bons des chemins de fer, il fallait payer près d'un million d'intérêt par an, et ce million a été servi régulièrement, pendant 14 ans sans augmentation de taxe. Comment faisait-on alors et pourquoi n'en ferait-on pas autant aujourd'hui ? Nous espérons que notre confrère fera à ce sujet de meilleures explications envers les détenteurs de l'ancienne dette et qu'il reconnaîtra avoir donné une fausse alarme.

Une commission pour les jetées.

Le capt. J. B. Eads, qui était parti pour Washington, il y a quelques jours, afin d'obtenir le second payement de $500,000 sur le contrat des jetées, est revenu à la Nlle-Orléans vendredi matin, accompagné des ingénieurs des E.-U. Wright et Barnard, qui viennent ici comme délégués du gouvernement pour faire une inspection des jetées et rapporter si la lettre stricte de la loi, avant le payement des $500,000, a été observée. Quand ce rapport sera fait, s'il est favorable à l'entrepreneur des jetées, le capt. Eads recevra le payement qu'il demande.

La Douane.

Les bureaux de la Douane à ce port seront fermés mardi prochain, 1er janvier 1878.

Acquittement.

Joseph A. Girardot, bijoutier, qui avait été traduit devant le recorder sur l'accusation par Mr Mullen de lui avoir volé une montre, a été acquitté hier matin et mis hors de Cour.

Accident.

Le caporal McGoldrick rapporte que vers une heure de l'après-midi, hier, un individu nommé Moses Williams, occupé à travailler à bord du bateau à vapeur "Willie", est tombé accidentellement dans la cale et s'est grièvement blessé.

Vente du Marshal Baker.

Ce bazar qui avait été saisi par le marshal des E. U. en vertu d'un jugement favorable à John Morris, a été vendu hier à la douane par le marshal. La première et la seule offre qui ait été faite est celle de Francis T. Morris. Il avait offert $67,000 et le marché a été déclaré vendu à ce prix. Le montant réalisé est inférieur au montant dû et pour le paiement duquel la poursuite avait été intentée. Le plaignant avait autorisé le marshal à adjuger la propriété à l'acheteur sans exiger le prix d'acquisition. Le marché bazar est une propriété de grande valeur et qui rend $35,0000.

Trouvée morte.

Hier matin sur les 6 heures, une femme de couleur nommée Charlotte Carter, âgée de 56 ans, a été trouvée morte dans son lit chez elle, rue St. Claude, entre les rues Espagne et Mandeville.

Encore l'huile de pétrole.

Vendredi soir, vers les 9 heures, une lampe à huile de charbon a fait explosion dans le bar room d'un nommé Cornelius, rue Frankin No 45. En essayant d'éteindre les flammes Cornelius s'est brûlé les mains, mais il n'en a pas moins réussi à empêcher l'extension de l'incendie et son établissement a été sauvé.

Arrestation d'un fugitif.

E. H. Curtis, échappé de la justice de Baltimore, qui il était accusé de viol, a été arrêté et traduit devant le recorder Smith qui l'a renvoyé, sans bénéfice de caution à la prison de parisse où il restera jusqu'à la réquisition du Gouvernement des Etats Unis. Il a été reconnu comme John T. Clayton, coupable de plusieurs méfaits pendables.

Le feu de la rue Thalie.

Après avoir détruit la maison occupée par Mr Arms, rué Thalie 271 et les arrières dépendances des cottages voisins occupés par Mme Lynch et Mme Bennet, le feu a réduit en cendres quelques barrières et n'est pas allé plus loin. La perte est estimée à $5000.

Company "A" Batallion Royal Guards.

Cette compagnie donnera son premier grand bal militaire, paré et masqué, lundi, 3 janvier, dans la Salle Grunewald. Nos remerciements pour les invitations qui nous ont été adressées.

Une première messe.

Nous lisons dans le *Propagateur Catholique* d'hier :

Demain, une première messe sera célébrée en cette ville, et cette fois par un prêtre Louisianais, et dans la partie la plus ancienne de la Nouvelle Orléans.

Monsieur l'abbé Jacques Cayrol, ordonné prêtre pour ce diocèse, le 22 décembre à Montréal, Canada, a voulu célébrer le saint sacrifice pour la première fois dans sa propre paroisse, et entouré des membres de sa famille.

Cette messe sera lieu à huit heures, dans l'église de St. Augustin. Sa Grandeur Monseigneur Perché y assistera et prêchera lui-même le sermon de circonstance.

L'élection d'hier.

L'élection d'un sénateur d'Etat qui a eu lieu hier, dans le 15e et le onzième ward pour remplir la vacance créée par la démission de l'honorable James B. Eustis, a été très paisible. Les 1500 électeurs qui étaient inscrits sur le registre, 821 seulement ont pris part à l'élection.

Le dépouillement du scrutin s'est opéré avec beaucoup de rapidité et a fourni le résultat suivant : O'Donnell, 483 voix ; Jos. Lemuth, 271 ; Jno. Kaiser 51 ; James Mc Connell 1.

CONFISERIE LAFOUL.—Cette confiserie située à l'angle des rues St-Louis et Bourbon, possède un très riche assortiment de boîtes, poches et cornets de fantaisie, qui seront vendu à l'occasion du Nouvel An et en raison de la dureté des temps à des prix d'une modicité extrême. On trouvera à cette confiserie des bonbons de la célèbre maison Mayard à 60 c. la livre, des fruits et des dragées français à $1. Voir l'annonce.

DISCOURS DE M. VICTOR HUGO.

CE QUE L'ALLEMAGNE PENSE DE L'ATTITUDE DE L'ANGLETERRE.

Berlin, 29.—La Gazette du Nord de l'Allemagne dit que si l'Angleterre cherche simplement à se soustraire à la nécessité d'une guerre, elle doit se hâter de faire la paix, et qu'il y a lieu d'espérer que la Porte s'adressera directement à St Petersbourg pour les conditions de la paix ; alors la démarche de l'Angleterre est très méritoire.

LES COMMENTAIRES DE LA PRESSE ANGLAISE.

LA POSITION DIFFICILE DE L'ANGLETERRE.

Londres, 28.—Le Times aujourd'hui, dans un article éditorial, s'exprime ainsi :

La nouvelle que le Sultan a invité le gouvernement de Sa Majesté à aborder le Czar, en égard aux négociations pour la paix, est de nature à causer de l'inquiétude. Le Sultan a besoin de la paix et l'invitation est très difficile à concilier au nom de la neutralité. Il est impossible de voir avec indifférence un changement quelconque dans les Etats de la Méditerranée, ou l'agitation des Etats voisins à la suite des questions qui pourraient être soulevées.

Pour ce qui est de la question d'Orient, purement et simplement, la France est désintéressée.

LA GUERRE EN ORIENT.

L'ANGLETERRE ET LA PAIX.

Londres, 28.—Le Post dans un article éditorial dit que la tâche que l'Angleterre a entreprise n'a pas pour but un règlement de la question d'Orient.

L'objet de l'Angleterre est simplement de savoir de la Russie si elle est disposée à entamer des négociations. Les termes de la paix seront pris en considération ensuite.

RENFORTS POUR LES RUSSES.

Une dépêche spéciale de Bucharest au Post rapporte que les renforts ordonnés pour l'armée russe dépassent 250,000 hommes.

On forme également l'armée de la Baltique, forte de 80,000 hommes. La Russie a acheté 200,000 carabines à Berlin.

LA TEMPETE DE NEIGE.

Londres, 29 déc—Une dépêche spéciale de Bucharest au Times dit qu'il est impossible d'avoir des informations précises par suite de la neige. Les soldats Russes et Roumains et aux prisonniers Turcs en route pour Bucharest, qui ont été surpris par la neige. Il est évident qu'ils ont dû beaucoup souffrir.

ANGLETERRE. TURCOPHILES ET ANTI-TURCS.

Londres, 29 déc.—Il y a eu deux assemblées d'ouvriers et d'hommes du peuple à Trafalgar Square, hier soir, l'une en faveur des Turcs et l'autre contre. Il y avait environ 7000 hommes présents. Les deux assemblées ont eu pour résultat une mêlée générale, à coups de poings, qui a duré une heure. La police est intervenue et a fait des arrestations. Il n'y avait pas de personnes connues dans les deux assemblées.

CE QUE L'ALLEMAGNE PENSE DE L'ATTITUDE DE L'ANGLETERRE.

Berlin, 29.—La Gazette du Nord de l'Allemagne dit que si l'Angleterre cherche simplement à se soustraire à la nécessité d'une guerre, elle doit se hâter de faire la paix, et qu'il y a lieu d'espérer que la Porte s'adressera directement à St Petersbourg pour les conditions de la paix ; alors la démarche de l'Angleterre est très méritoire.

LES COMMENTAIRES DE LA PRESSE ANGLAISE.

LA POSITION DIFFICILE DE L'ANGLETERRE.

Londres,29.—Le Times aujourd'hui, dans un article éditorial, s'exprime ainsi :

La nouvelle que le Sultan a invité le gouvernement de Sa Majesté à aborder le Czar, en égard aux négociations pour la paix, est de nature à causer de l'inquiétude. Le Sultan a besoin de la paix et l'invitation est très difficile à concilier au nom de la neutralité. Il est impossible de voir avec indifférence un changement quelconque dans les Etats de la Méditerranée, ou l'agitation des Etats voisins à la suite des questions qui pourraient être soulevées.

Pour ce qui est de la question d'Orient, purement et simplement, la France est désintéressée.

LA GUERRE EN ORIENT.

L'ANGLETERRE ET LA PAIX.

Londres, 28.—Le Post dans un article éditorial dit que l'Angleterre a entrepris n'a pas pour but un règlement de la question d'Orient.

L'objet de l'Angleterre est simplement de savoir de la Russie si elle est disposée à entamer des négociations. Les termes de la paix seront pris en considération ensuite.

RENFORTS POUR LES RUSSES.

Une dépêche spéciale de Bucharest au Post rapporte que les renforts ordonnés pour l'armée russe dépassent 250,000 hommes.

On forme également l'armée de la Baltique, forte de 80,000 hommes. La Russie a acheté 200,000 carabines à Berlin.

LA TEMPETE DE NEIGE.

Londres, 29 déc—Une dépêche spéciale de Bucharest au Times dit qu'il est impossible d'avoir des informations précises par suite de la neige. Les soldats Russes et Roumains et aux prisonniers Turcs en route pour Bucharest, qui ont été surpris par la neige. Il est évident qu'ils ont dû beaucoup souffrir.

ANGLETERRE. TURCOPHILES ET ANTI-TURCS.

Londres, 29 déc.—Il y a eu deux assemblées d'ouvriers et d'hommes du peuple à Trafalgar Square, hier soir, l'une en faveur des Turcs et l'autre contre. Il y avait environ 7000 hommes présents. Les deux assemblées ont eu pour résultat une mêlée générale, à coups de poings, qui a duré une heure